

**ANNEXE EXAMEN AU CAS PAR  
CAS R. 104-33 à R. 104-37 DU CU  
MODIFICATION SIMPLIFIÉE n°1  
COMMUNE DE BILLIEME**

## Table des matières

1.1	- Dossier de modification du PLU .....	3
1.1.1	Modification du règlement écrit .....	3
1.1.2	Modification du règlement graphique .....	7
1.1.3	Modification du règlement écrit et graphique .....	11
1.2	Auto-Evaluation.....	14
1.3	– Annexe cartographique : Environnement .....	27
1.3.1	Localisation des zonages règlementaires pour l’environnement .....	27
1.3.2	Trame Verte et Bleue (TVB) : SCOT Avant-Pays Savoyard.....	28
1.3.3	Carte des dynamiques écologiques du territoire .....	29
1.3.4	Carte périmètre de point de captage.....	30
1.4	Annexe cartographique : Urbanisme .....	31
1.4.1	Localisation des évolutions à l’échelle de la Commune .....	31
1.4.2	Zonage avant/après modification : Rectifier le tracé des murets patrimoniaux identifiés au titre de l’article L.151-19 du CU.....	32
1.4.3	Zonage avant/après modification : Suppression d’un Emplacement Reservé (ER) .....	33
1.4.4	Zonage avant/après modification : Modification du dessin de l’OAP du Chef-lieu .....	34
1.4.1	Zonage avant/après modification : Intégration d’un bâtiment à la zone U .....	35
1.4.2	Zonage avant/après modification : Évolution de la trame assainissement sur les hameaux de la Gerbaz et des Jacquins.....	36

# ANNEXE EXAMEN AU CAS PAR CAS R. 104-33 à R. 104-37 DU CU MODIFICATION SIMPLIFIÉE – COMMUNE DE BILLIEME

## I – ANNEXE OBLIGATOIRE

### 1.1 - Dossier de modification du PLU

La procédure de modification simplifiée menée sur la **Commune de Billième** va permettre notamment :

- La clarification et l'évolution du règlement écrit
- La mise à jour du plan de zonage
- La modification de l'OAP présente au Chef-Lieu

Aussi, il convient de préciser que les évolutions du zonage sont localisées sur les secteurs suivants :

- Au chef-lieu – la modification entraîne l'évolution de l'OAP prévue sur le secteur
- Aux hameaux Jacquins et de la Gerbaz – allègement du tramage R.151-31 vers R.151-34
- Lieu-dit la Rivoire – Correction du zonage sur la trame bâtie
- Lieu-dit Le vivier - La suppression de l'ER n° 2

Les évolutions ne sont globalement pas de nature à impacter les milieux naturels et agricoles. La présente partie veillera à présenter l'ensemble des évolutions prévues par la procédure.

#### 1.1.1 Modification du règlement écrit

### DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A – RECTIFICATION DES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTIONS DES BÂTIS EXISTANTS A USAGE D'HABITATION

**Justification :** La commune souhaite rectifier l'une des dispositions d'évolution du bâti existant à vocation d'habitat dans les zones agricoles et naturelles. En effet, dans le règlement, seules les constructions d'une surface de plancher inférieure à 50 m<sup>2</sup> peuvent évoluer, induisant des possibilités de réhabilitation de bâtis, aujourd'hui situés en zone agricole notamment. Afin de rectifier ce point, il s'agit d'adapter le règlement du PLU. Ainsi les constructions existantes, à vocation d'habitat disposent généralement d'une surface supérieure à 50 m<sup>2</sup> de la surface de plancher et ne peuvent plus faire évoluer leurs bâtiments (extensions, entretien ...). Il s'agit à travers la modification de cette règle, de permettre une évolution mesurée des bâtis à vocation d'habitat existant dans les zones agricoles, en conservant la vocation de ces zones sans pour autant mettre le bâti sous cloche.

Article PLU actuel	Modification du règlement : <u>En noir</u> : règlement tel qu'approuvé <u>En orange</u> : compléments/modifications
<b>I-2- Usages et affectations des sols, constructions et activités autorisés sous conditions :</b>  Pour les autres constructions existantes ayant <b>une surface de plancher inférieure à 50 m<sup>2</sup></b> : <ul style="list-style-type: none"><li>○ La réfection, de la réhabilitation et de l'aménagement,</li><li>○ L'extension dans la limite de 20 % de la surface de plancher existante et de 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher,</li><li>○ La réalisation de piscines et situées à moins de 10 m en tout point de la construction principale.</li></ul>	<b>I-2- Usages et affectations des sols, constructions et activités autorisés sous conditions :</b>  Pour les autres constructions existantes ayant <b>une surface de plancher supérieure à 50 m<sup>2</sup></b> : <ul style="list-style-type: none"><li>○ La réfection, de la réhabilitation et de l'aménagement,</li><li>○ L'extension dans la limite de 20 % de la surface de plancher existante et de 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher,</li><li>○ La réalisation de piscines et situées à moins de 10 m en tout point de la construction principale</li></ul>

## **DISPOSITIONS COMMUNES TOUTES LES ZONES – ASSOULISSEMENT DE LA REGLE AUTOUR DES BÂTIMENTS IDENTIFIES AU TITRE DUL.151-19 DU CU**

**Justification :** La commune souhaite rendre plus fonctionnelles les dispositions relatives aux bâtis et édifices identifiés en application du L151-19 du Code de l'Urbanisme. En effet, certaines règles posent des difficultés dans leur interprétation lors de l'instruction des dossiers, notamment quant aux techniques employées lors de travaux. Il s'agit de lever toute rédaction interprétative du règlement écrit du PLU sur ce point et d'explicitier ce qu'il est éventuellement possible de faire ou non sur ces éléments vernaculaires. L'objectif poursuivi est de faire évoluer la règle visant une meilleure application de celle-ci, tout en continuant de préserver ces éléments à valeur patrimoniale sur la commune.

Article PLU actuel	Modification du règlement : <u>En noir</u> : règlement tel qu'approuvé <u>En orange</u> : compléments/modifications
<p><b>3.1 La protection du patrimoine</b></p> <p><b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX MONUMENTS ET EDIFICES ET AUX MURS</b></p> <p>Tout projet de démolition est subordonné à la délivrance d'un permis de démolir.</p> <p>Tous les travaux nécessitent une déclaration préalable.</p> <p>Les travaux sont autorisés sous conditions :</p> <p>La restauration a pour conséquence la conservation du patrimoine architectural local.</p> <p>Toute intervention devra maintenir le volume général et l'aspect extérieur global.</p> <p>Les matériaux des façades, des toitures, des murs visibles du domaine public doivent être de forme, d'aspect et de dimensions similaires à ceux du matériau d'origine.</p> <p>Les travaux de ravalement devront être effectués selon des techniques non agressives qui respectent l'aspect, les dimensions et les méthodes de mise en œuvre des matériaux d'origine.</p> <p>Par ailleurs, pour ces éléments : toute intervention devra maintenir le volume général et l'aspect extérieur global, toutefois, une destruction partielle des murs protégés peut être envisagée si cela est nécessaire en vue de la création d'un accès motorisé ou piéton, et dès lors que la localisation de ce dernier s'avère fonctionnellement pertinente</p>	<p><b>1 La protection du patrimoine</b></p> <p><b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX MONUMENTS ET EDIFICES ET AUX MURS IDENTIFIES AU L.151-19 DU CU</b></p> <p>Tout projet de démolition est subordonné à la délivrance d'un permis de démolir.</p> <p>Tous les travaux nécessitent une déclaration préalable.</p> <p>Les travaux sont autorisés sous conditions :</p> <p>La restauration a pour conséquence la conservation du patrimoine architectural local.</p> <p>Toute intervention devra maintenir le volume général et l'aspect extérieur global.</p> <p>Les matériaux des façades, toitures, des murs visibles du domaine public doivent être de forme, d'aspect et de dimensions similaires à ceux du matériau d'origine.</p> <p><del>Les travaux de ravalement devront être effectués selon des techniques non agressives qui respectent l'aspect, les dimensions et les méthodes de mise en œuvre des matériaux d'origine.</del></p> <p><b>L'utilisation de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine et le maintien d'une unité dans les colorations en limitant l'apport de nouvelle teinte est exigée.</b></p> <p><del>Par ailleurs, pour ces éléments : toute intervention devra maintenir le volume général et l'aspect extérieur global,</del></p> <p>Toutefois, une destruction partielle des murs protégés peut être envisagée si cela est nécessaire en vue de la création d'un accès motorisé ou piéton, et dès lors que la localisation de ce dernier s'avère fonctionnellement pertinente.</p>

## DISPOSITIONS COMMUNES TOUTES LES ZONES – PRÉCISER LES RÈGLES AUTOUR DU STATIONNEMENT

**Justification :** La commune souhaite clarifier les règles de ratios de stationnements à respecter, car la règle en vigueur présente des difficultés d'interprétation lors de l'instruction de certains permis de construire. Il s'agit là de venir préciser les attentes de la Commune en matière de stationnement vis-à-vis des destinations des bâtiments afin de limiter le report des stationnements privés sur l'emprise publique.

Article PLU actuel	Modification du règlement : En noir : règlement tel qu'approuvé En orange : compléments/modifications
<p><b>II.4 Stationnement :</b></p> <p>Le stationnement ainsi que les zones de manœuvre doivent se faire en dehors des voies et emprises publiques.</p> <p>Toute construction destinée à l'habitation devra prévoir, au sein de la même unité foncière au moins une place de stationnement pour 50m<sup>2</sup> de surface de plancher, et au minimum deux places de stationnement par logement.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de réaliser les places sur le terrain de l'opération, il est admis que les places soient situées sur un terrain à environ 100 mètres, le pétitionnaire doit apporter la preuve qu'il réalise lesdites places dans les délais de mise en œuvre des constructions.</p>	<p><b>II.4 Stationnement :</b></p> <p>Le stationnement ainsi que les zones de manœuvre doivent se faire en dehors des voies et emprises publiques.</p> <p>Toute construction destinée à l'habitation devra prévoir, au sein de la même unité foncière au moins une place de stationnement pour 50m<sup>2</sup> de surface de plancher, et au minimum deux places de stationnement par logement.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de réaliser les places sur le terrain de l'opération, il est admis que les places soient situées sur un terrain à environ 100 mètres, le pétitionnaire doit apporter la preuve qu'il réalise lesdites places dans les délais de mise en œuvre des constructions.</p> <p>Voir tableau ci-contre pour l'ajout des règles de stationnement par destination à intégrer dans les dispositions générales du règlement écrit.</p>

Modification sur l'article II.4 des dispositions communes à toutes les zones du PLU :

Destination	Règles de stationnement
<b>Habitation</b>	2 places pour la première tranche de 120 m <sup>2</sup> de surface de plancher. Puis 1 place par tranche entamée de 50 m <sup>2</sup> de Surface de Plancher supplémentaire. A minima 50 % des places de stationnement seront couvertes. Pour toutes opérations de plus de 4 logements, il est demandé 1 place visiteur identifiée pour chaque tranche entamée de 4 logements.
<b>Commerce</b>	Toute construction destinée au commerce devra justifier de la suffisance de ses besoins en stationnement.
<b>Hébergement hôtelier</b>	Toute construction destinée aux hébergements hôteliers devra prévoir 0.8 place par chambre ou unité d'hébergement.
<b>Bureaux</b>	Le projet devra justifier de la suffisance de ses stationnements pour répondre aux besoins de l'opération.
<b>Artisanat</b>	
<b>Industrie</b>	
<b>Exploitation agricole ou forestière</b>	
<b>Entrepôt</b>	
<b>Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif</b>	

**DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES U ET 1 AU – ASSOULISSEMENT DES RÈGLES D'IMPLANTATION POUR LES CONSTRUCTIONS A VOCATION D'HABITAT**

**Justification :** La commune souhaite assouplir les règlements d'implantation par rapport aux limites séparatives, pour les constructions à vocation d'habitat, car la règle en vigueur présente des difficultés d'interprétation lors de l'instruction de certains permis de construire.

Article PLU actuel	Modification du règlement : <u>En noir</u> : règlement tel qu'approuvé <u>En orange</u> : compléments/modifications
<p><u>II-2-Concernant l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u></p> <p>Les constructions devront s'implanter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soit en limite ;</li> <li>• Soit en retrait avec une distance des limites séparatives égale à au moins à la moitié de la hauteur de la construction, sans être inférieure à 3 mètres.</li> </ul> <p>Les constructions pourront s'implanter à une distance de moins de trois mètres si des considérations techniques rendent impossibles le strict respect des règles de recul, et à condition que ce dépassement n'entraîne pas de gêne pour le voisinage immédiat.</p>	<p><u>II-2-Concernant l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u></p> <p>Les constructions devront s'implanter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soit en limite ;</li> <li>• Soit en retrait avec une distance 3 mètres de recul minimum depuis la limite séparative.</li> </ul> <p>Les constructions pourront s'implanter à une distance de moins de trois mètres si des considérations techniques rendent impossibles le strict respect des règles de recul. <del>et à condition que ce dépassement n'entraîne pas de gêne pour le voisinage immédiat.</del></p>

### 1.1.2 Modification du règlement graphique

#### SUPPRESSION D'UN EMPLACEMENT RÉSERVÉ (ER)

##### Fiche technique de l'évolution

**Secteur :** Lieu-dit « La Croix »

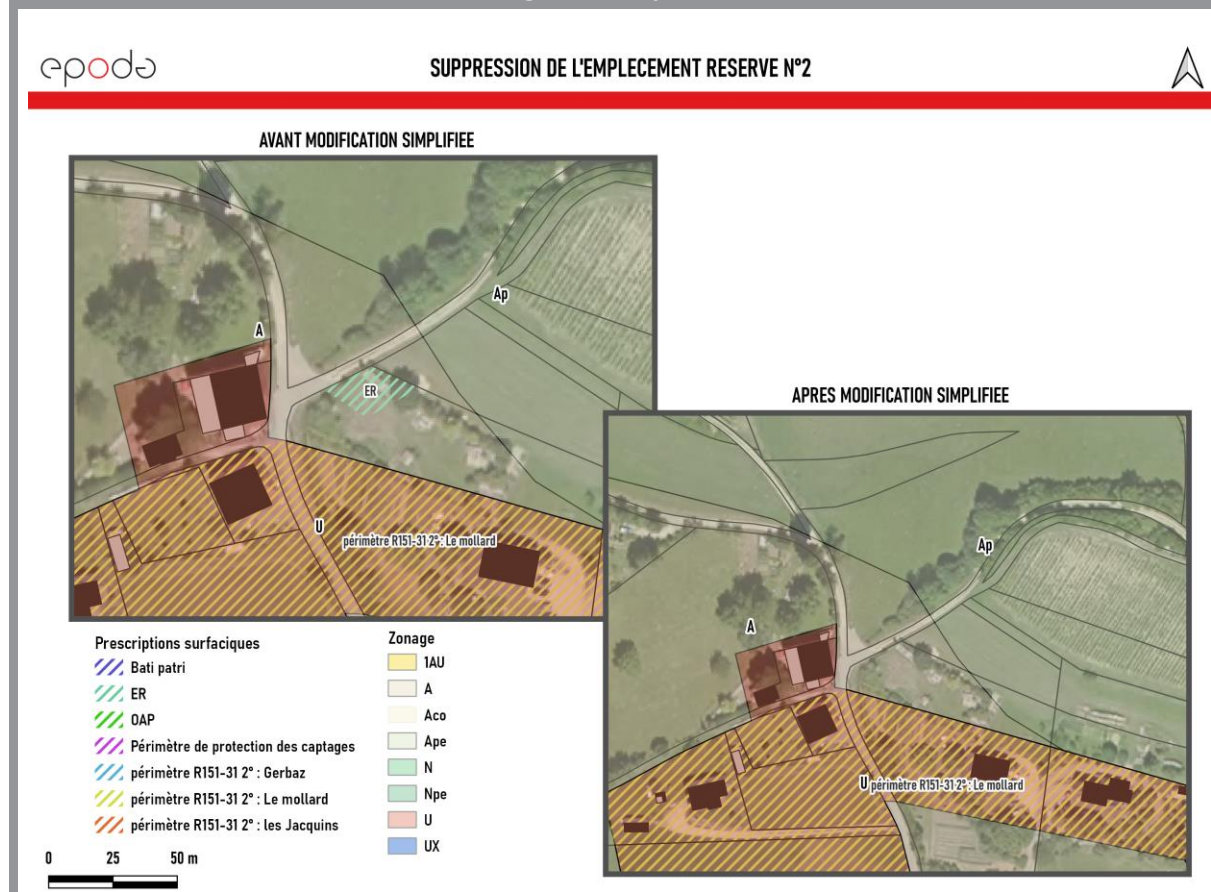
**Surfaces concernées par l'évolution :** 0,02 ha

**Parcelles concernées :** Parcelle cadastrée section A n° 1692p

**Application réglementaire :** Suppression d'un Emplacement Réservé (ER) n° 2

**Justification :** La suppression de l'ER n° 2 (Bouvier - route de la Joux Dessus) puisque les travaux ont déjà été réalisés et qu'il n'y a plus d'intérêt à ce jour d'identifier le secteur au titre de l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme

#### Plan de zonage avant/après modification



## INTÉGRATION D'UN BÂTIMENT À LA ZONE U

### Fiche technique de l'évolution

**Secteur :** Lieu-dit « La Rivoire »

**Surfaces concernées par l'évolution :** 0,08 ha

**Parcelles concernées :** Parcelles cadastrées section A n° 2118, 2116, 2117p

**Application réglementaire :** Intégration d'un bâtiment en zone « Are » à la trame bâtie par le zonage « U »

**Justification :** La commune souhaite que la parcelle 2118 soit intégrée en zone U. Celle-ci supporte une construction, mais est majoritairement située en zone Are « Zone agricole concernée par un réservoir de biodiversité ». La parcelle est déjà bâtie et en partie artificialisée. Elle comprend une construction et la totalité de la propriété est entourée d'une haie opaque. Le classement en zone U de cette parcelle ne remettrait pas en cause l'intégrité du réservoir de biodiversité puisque cela concerne une zone déjà bâtie et située à l'entrée du chef-lieu, en bordure des vignes.

Après passage terrain de l'écologue d'EPODE, cf. photo ci-contre, il est avéré que la zone est déjà construite et se situe topographiquement plus haut que la zone humide et le site Natura 2000. Elle est entourée par des vignes et prairies mésophiles, ne venant pas remettre en cause la désignation du site ainsi que les milieux et espèces présents dedans. La zone humide se trouve en amont et ni l'alimentation ni son périmètre effectif ne sont concernés par cette zone construite.

La présente modification vise donc à adapter le zonage à l'utilisation du sol existante, sans remettre en cause la fonctionnalité écologique du réservoir inscrit au SCoT de l'Avant Pays Savoyard. Ainsi, le classement en zone U porte sur les bâtis uniquement. La partie stationnement à l'est du site n'est quant à elle pas intégrée, afin d'éviter tout impact supplémentaire sur le réservoir de biodiversité.

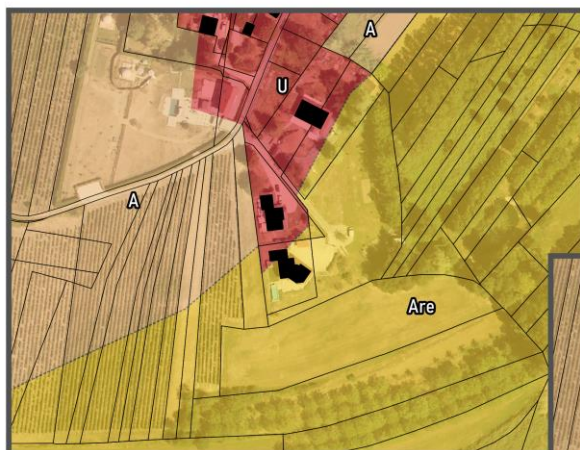
### Plan de zonage avant/après modification

epode

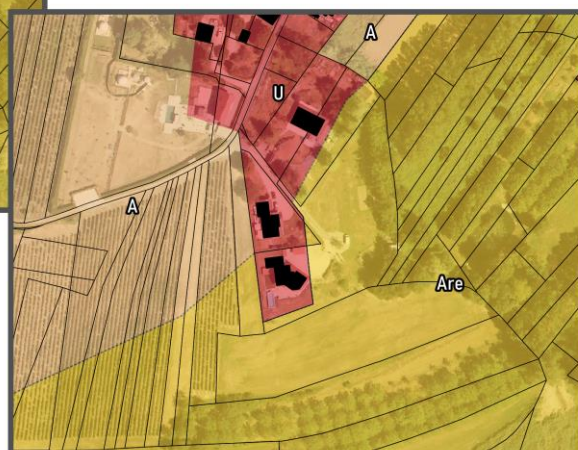
EVOLUTION DE LA TRAME BATIE "U"



AVANT MODIFICATION SIMPLIFIEE



APRES MODIFICATION SIMPLIFIEE



Zonage

- A
- Are
- U

0 25 50 m





Les quatre photographies permettent de mieux situer le site dans son contexte : Entrée sur site – Vue sur les bâtis et ci-dessous : vigne jouxtant la partie ouest du site et limite clôturée du terrain



### **MODIFICATION DU DESSIN DE L'OAP DU CHEF-LIEU**

#### **Fiche technique de l'évolution**

**Secteur :** Le chef-lieu

**Surfaces concernées par l'évolution :** 0,37 ha

**Parcelles concernées :** Parcelles cadastrées section A n° 2233p, 2234, 2085

**Application réglementaire :** Évolution de l'Orientation d'Aménagement Prioritaire (OAP) du Chef-Lieu

#### **Justification :**

Le PLU comprend une orientation d'aménagement et de programmation située au chef-lieu. La municipalité souhaite faire évoluer les dispositions de l'OAP en matière d'accès et d'assainissement, car les orientations actuelles ne permettent pas le développement de ce secteur.

#### **Assainissement :**

La commune ne disposant pas d'assainissement collectif, le secteur doit pouvoir garantir la gestion des effluents d'eaux usées créés par les logements. Les réseaux d'eau potable et d'eaux pluviales sont présents sous la RD44 et sous la VC4.

Le diagnostic de l'OAP montre que les sols sont a priori favorables à l'infiltration pour l'ANC, sous couvert d'une étude à réaliser. De plus une pompe de relevage est à prévoir, car la zone actuelle dédiée pour accueillir l'ANC serait en amont du site.

#### **Accès**

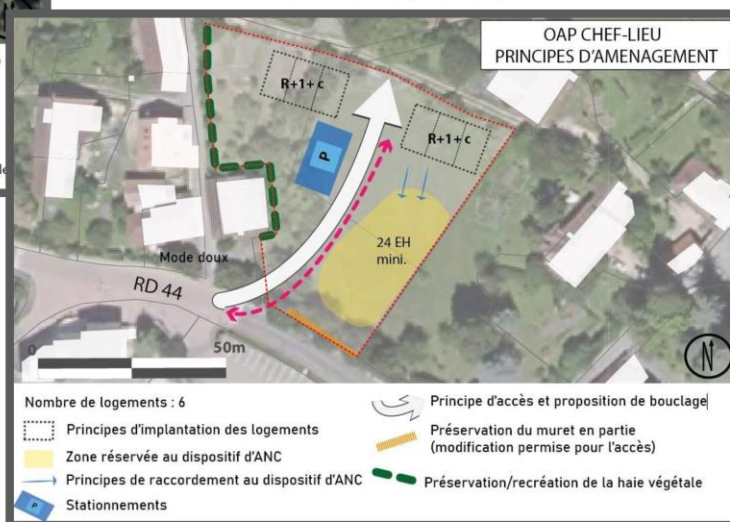
L'accès actuellement envisagé se situe au sud de l'OAP et doit pouvoir desservir les parcelles au Nord, situées en amont de la zone dédiée à l'ANC, induisant une contrainte technique.

L'objectif est donc de modifier le principe d'accès et d'infiltration de l'ANC de façon cohérente et techniquement faisable.

AVANT MODIFICATION SIMPLIFIEE



APRES MODIFICATION SIMPLIFIEE



### 1.1.3 Modification du règlement écrit et graphique

#### **ÉVOLUTION DE LA TRAME ASSAINISSEMENT (R.151-31 DU CU)**

##### **Fiche technique de l'évolution**

**Secteur :** Hameaux des Jacquins et de la Gerbaz

**Surfaces concernées par l'évolution :** respectivement 4,52 ha et 1,84 ha

##### **Parcelles concernées :**

**Hameaux des Jacquins** - Parcelles cadastrées section A n° 1097, 1099p, 1100p, 1101p, 1107, 1111, 1112, 1113, 1114, 1116, 1117, 1119, 1121p, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1138, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1162, 1164p, 1166p, 1168p, 1169p, 1170p, 1173, 1174, 1175p, 1662, 1695, 1742, 1743, 1813, 1956, 1958, 1959, 1960, 1962, 1963, 1964, 1971, 2050, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2129, 2130, 2149, 2150, 2152, 2165p, 2166, 2245, 2246, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2364, 2365p, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2388, 2389p, 2396, 920, 921p, 923et 965p

**Hameaux de la Gerbaz** – Parcelles cadastrées section A n° 1665, 1666p, 1724, 1726, 1822p, 1823, 191, 192p, 1934, 1937, 196, 197, 198, 1980, 199, 200, 206p, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 214, 2145, 215, 216, 217, 218, 219, 2398p, 2400p, 242p, 2421, 2422

**Application réglementaire :** Évolution de la trame assainissement répondant au cadre légal de l'article R.151-31 du CU

##### **Justification :**

La commune souhaite modifier la nature du tramage R151-31-2° en application sur les hameaux de Les Jacquins et de la Gerbaz. Le rapport de présentation justifie ce tramage comme suit :

- **Pour le hameau Les Jacquins** : le Schéma directeur d'assainissement identifie les habitations ayant une contrainte de surface pour l'installation d'un dispositif d'assainissement ; ce hameau ne peut se développer sauf à voir la mise en place d'un réseau d'eaux usées.
- **Pour le hameau de la Gerbaz**, au regard de sa situation dans le périmètre de protection du champ de captage d'eau potable, on ne peut voir une urbanisation se développer que si un réseau de collecte d'eaux usées collectif est mis en place. Les finances de la commune ne permettent pas d'apporter les travaux nécessaires pour remédier à ces problèmes d'ici l'approbation du PLU. De plus le Schéma directeur d'assainissement identifie les nombreuses habitations ayant une contrainte de surface pour l'installation d'un dispositif d'assainissement non-collectif, à ce titre ce hameau est rendu inconstructible.

Dans son application, ce tramage est extrêmement restrictif, en effet, les bâtis existants ne peuvent réaliser ni annexe, ni abri de jardin ou ni piscines. Les dispositions de l'article R 151-34 du CU pourraient se substituer au présent tramage, poursuivant l'objectif initial de ne permettre aucune construction nouvelle en raison du défaut d'assainissement, mais bien de permettre l'évolution à la marge des bâtis existants dans leur fonctionnalité même.

##### **Rappel des objectifs de l'assouplissement du tramage :**

- Permettre la construction d'abri de jardin, d'abri voiture et de piscine
- Permettre les rénovations à la marge

Règlement écrit avant/après	
Article PLU actuel	Modification du règlement : En noir : règlement tel qu'approuvé En orange : compléments/modifications
<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES A TOUTES LES ZONES DU PLU</b> <b>Article R151-31</b> Dans les zones U, AU, A et N, les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu : 2° Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient interdites les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols.	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES A TOUTES LES ZONES DU PLU</b> <del><b>Article R151-31</b></del> <del>Dans les zones U, AU, A et N, les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu :</del> <del>2° Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient interdites les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols.</del> <b>Article R151-34 du CU</b> Dans les zones U, AU, A et N les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu : 1° Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols 2° Les secteurs protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol, dans lesquels les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources naturelles sont autorisées ; En application du R151-34 du CU, seules sont autorisés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La construction d'annexe de type abri de jardin et les abris voiture sont autorisée dans la mesure où ceux-ci ne génèrent pas d'effluents supplémentaires.</li> <li>- Lorsque la réhabilitation ou la rénovation d'un bâti existant porte sur une construction accueillant déjà un logement, l'ANC conforme est obligatoire.</li> </ul> Les piscines sont autorisées à condition que : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les eaux de vidange des piscines sont assimilées aux eaux pluviales. Avant rejet, le désinfectant utilisé (chlore, brome) devra être neutralisé par ajout d'un agent chimique réducteur ou par une absence de traitement pendant une durée minimale de 15 jours avant vidange.</li> <li>- Les eaux de nettoyage des piscines (eaux de filtre) sont quant à elles assimilées à des eaux usées domestiques, elles devront être envoyées vers le réseau d'assainissement.</li> </ul> Ainsi, le tramage R-151-34 pour défaut d'assainissement pourra être levé sous réserve que la totalité des constructions du hameau dispose d'un ANC conforme à la réglementation en vigueur.



AVANT MODIFICATION SIMPLIFIEE

HAMEAUX LES JACQUINS



HAMEAUX DE LA GERBAZ



APRES MODIFICATION SIMPLIFIEE



0 25 50 m

## 1.2 Auto-Evaluation

Le projet de modification simplifiée du PLU de Billière, intervient peu après l'approbation de la révision générale du PLU (30/01/2020). Aussi, la démarche permet, après un retour d'expérience, de réajuster des éléments graphiques du document et de mieux prendre en compte le projet de territoire.

L'impact de l'évolution du document se veut très limité sur les espaces naturels, agricoles et forestiers. Afin, d'autoévaluer le projet de modification simplifiée de la Commune de Billière, la partie s'attachera à présenter un bilan multithématique sur la prise en compte de l'environnement. Cette analyse reprendra les grandes thématiques de l'évaluation environnementale (espaces naturels remarquables, gestion de la ressource en eau, paysage, consommation foncière, mobilité, changement climatique, risques et nuisances).

La carte ci-contre permettant d'apprécier la localisation des évolutions graphiques à l'échelle du territoire.



## **DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A – RECTIFICATION DES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTIONS DES BATIS EXISTANTS A USAGE D'HABITATION**

Comme expliqué précédemment, la Commune souhaite faire évoluer la règle concernant les extensions des bâtiments à vocation d'habitat afin de faciliter l'évolution et l'entretien des habitations existantes. En effet, le PLU actuel autorise en zone A : la réfection/réhabilitation et les extensions pour les bâtiments ayant une surface inférieure à 50 m<sup>2</sup>. Or cette règle exclut de fait une partie importante des bâtiments se trouvant dans les zonages concernés, tout en permettant l'évolution de constructions de petites taille.

Afin d'être cohérent avec l'identité bâtie de la commune, qui dispose d'une majorité de maisons individuelles de grande taille, dont la volumétrie reprend les gabarits des ancienne granges et fermes, les élus ont souhaité faire évoluer cette règle, tout en favorisant la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Thématique	Prise en compte/incidence du projet
Espaces naturels remarquables	<p>L'autorisation de construction se fait sur l'ensemble des zones A et N, ce qui peut poser question au regard de la protection des espaces naturels et agricoles. Toutefois, il convient de nuancer cette analyse au regard des protections complémentaires mises en exergue par le règlement du PLU.</p> <p>En effet, les ZNIEFF de type I ainsi que le site NATURA 2000 et les tourbières font l'objet de zonages spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« Nre – réservoir de biodiversité », « Nco – corridor écologique » qui ne sont pas concernées par la présente évolution</li> <li>« Are- réservoir de biodiversité », « Aco- corridor écologique » qui font l'objet d'un règlement spécifique qui n'autorise pas l'extension d'un bâtiment à vocation d'habitation</li> </ul> <p>Malgré l'évolution d'une règle générale sur les zones A et N, on s'aperçoit que l'ensemble des éléments du patrimoine naturel sont protégés grâce à des zonages et des prescriptions complémentaires.</p>
Gestion de la ressource en eau	<p>L'évolution de la règle peut poser question concernant la protection des zones humides et l'implantation des constructions à proximité des cours d'eau. Toutefois, le PLU affiche des prescriptions surfaciques complémentaires qui permettent de préserver ces espaces, en effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les constructions et aménagements conduisant à une artificialisation du sol doivent observer un recul minimal de 10 m par rapport aux cours d'eau et espaces en eau identifiés sur le document graphique.</li> <li>Les Zones Humides sont protégées au titre de l'article L.151-23 du CU</li> <li>Les périmètres des points de captages (pré Rozel, Granges et Jacquin) sont protégés par le règlement de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2013 du préfet de Savoie (<a href="http://cdn1_4.reseaudespetitescommunes.fr/cities/980/documents/6lms4su4lg0nc4.pdf">http://cdn1_4.reseaudespetitescommunes.fr/cities/980/documents/6lms4su4lg0nc4.pdf</a>)</li> </ul> <p>Toutefois, les constructions en zones « A » et « N » entraineront une imperméabilisation des sols. Afin de limiter les phénomènes de ruissèlement et/ou de mouvement de terrain, il est essentiel que les chenaux des extensions soient raccordés au système de gestion des eaux pluviales existant pour l'habitation.</p> <p>Toutefois, cette règle peut poser question au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>De l'éloignement des réseaux des zones « A » qui va de pair avec les problématiques d'extension des réseaux (perte en réseau, coût du linéaire, appauvrissement du sous-sol ...). Cependant, il s'agit d'extensions de l'existant qui en majeure partie seront déjà raccordées, limitant ainsi l'impact de cette règle sur l'extension des réseaux.</li> <li>De la gestion quantitative de la ressource en eau puisque la règle autorise la construction de piscine. Dans un contexte de raréfaction de la ressource, l'autorisation de piscine sur des secteurs éloignés des enveloppes bâties peut poser question et doit faire l'objet d'un point de vigilance.</li> </ul>

Paysage	<p>Au vu de l'étendu et de la topographie de la zone A et N, l'insertion paysagère des futurs bâtiments est un enjeu important. Il s'agit de constructions existantes dont les volumes d'extension sont relativement faibles, limitant ainsi les potentiels impacts sur le paysage.</p> <p>Enfin, la règle permet la rénovation, la réhabilitation de bâtiments parfois à l'abandon, aussi la règle permettra une meilleure insertion paysagère des vieux bâtiments présents sur le territoire.</p>
Consommation foncière	<p>Le croisement entre la zone A et la couche « bâti » de l'IGN, permet de mettre en avant 63 bâtiments concernés par l'évolution. Il convient de préciser que parmi les 63 bâtiments tous ne sont pas des constructions à vocation d'habitat. La plupart des bâtis sont également des Sarto, liés à l'identité viticole du territoire. Nonobstant, l'évolution du règlement ouvre un certain nombre de droits à bâtir pouvant entraîner à terme un mitage important des zones agricoles et naturelles, il convient de relativiser ce chiffre puisque la règle ne concerne que les bâtiments de plus de 50 m<sup>2</sup>, aussi une partie des bâtiments ne seront plus éligibles à cette nouvelle règle. De plus, la couche bâtie ne présente pas que les habitations. De fait, cette autorisation concerne un nombre de bâtiments relativement restreint.</p> <p>La règle n'ouvre pas réellement de droit à bâtir, mais permet seulement l'entretien et l'extension du bâti existant (la réfection, de la réhabilitation et de l'aménagement / L'extension dans la limite de 20 % de la surface de plancher existante et de 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher/La réalisation de piscines et située à moins de 10 m en tout point de la construction principale). Aussi cette règle entraîne l'artificialisation des sols qui le sont déjà pour partie. De plus, l'ajustement de la règle autorise l'entretien de bâtiment existant permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• De limiter l'accroissement des bâtiments dits insalubres et par voie de conséquence l'augmentation de la vacance de certains bâtiments</li> <li>• De remobiliser des bâtiments existants limitant ainsi la production de logements neufs et par voie de conséquence la consommation d'espace agricole, naturel et forestier.</li> </ul>
Mobilité	<p>La réhabilitation de certains bâtiments isolés peut engendrer des flux de circulation nouveaux. Cependant, les règles mises en exergue par le PLU devraient endiguer les problématiques autour de la voirie et des accès (largeur, pente entrée/sortie pouvant être accidentogène)</p> <p>Enfin, la rénovation de bâtiments excentrés peut accroître la dépendance à la voiture et aux énergies fossiles.</p>
Change ment climatique	<p>Cette règle va entraîner une certaine imperméabilisation des sols et de fait réduire les surfaces en herbe (piège à carbone) du territoire. Toutefois, la mobilisation du patrimoine bâti existant limite la demande de logements neufs et de fait les secteurs d'extension de l'habitat qui mitent les espaces agricoles, naturels et forestiers du territoire.</p>
Risques et nuisances	<p>RAS</p>

## INTÉGRATION D'UN BÂTIMENT A LA ZONE U

La commune souhaite que la parcelle 2118 soit intégrée en zone U. celle-ci supporte une construction, mais est majoritairement située en zone Are « Zone agricole concernée par un réservoir de biodiversité ». La parcelle est déjà bâtie et en partie artificialisée.

### Thématique

### Prise en compte/incidence du projet

La construction concernée par l'ajustement du zonage se trouve dans le périmètre de la zone NATURA 2000 : Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaise de l'avant-pays savoyard et de la ZNIEFF de type I : Lacs et marais de Saint-Jean-de-Chevelu.

Toutefois, il convient de préciser que l'évolution prévue n'a peu, voire pas d'incidence sur les milieux remarquables identifiés précédemment.

En effet :

- Le secteur est déjà bâti et fait l'objet d'une artificialisation d'ores et déjà existante. Le déclassement de la zone « Nre » se fait sur la stricte emprise de la construction existante.
- Une écologue du bureau d'études EPODE a fait une étude de terrain le 13/10/2022 dont les conclusions sont les suivantes : *« la zone est déjà construite et se situe topographiquement plus haut que la zone humide et le site Natura 2000. Le secteur est entouré par des vignes et prairies mésophiles et ne remet pas en cause la désignation du site et les milieux et espèces présentes dedans. La zone humide se trouve en amont et ni l'alimentation ni son périmètre effectif ne sont concernés par cette zone construite ».*

Dans ce contexte, il ne semble pas que l'évolution ait un impact direct sur les sites naturels emblématiques du territoire. Cependant, le secteur fait l'objet d'une transition entre l'espace bâti et l'espace naturel. Une attention particulière devra être portée sur les clôtures du secteur afin que ces dernières puissent rester poreuses (voir photo ci-dessous) afin de laisser passer à minima la petite faune.

Espaces  
naturels  
remarquables



Clôture poreuse sur l'espace de transition

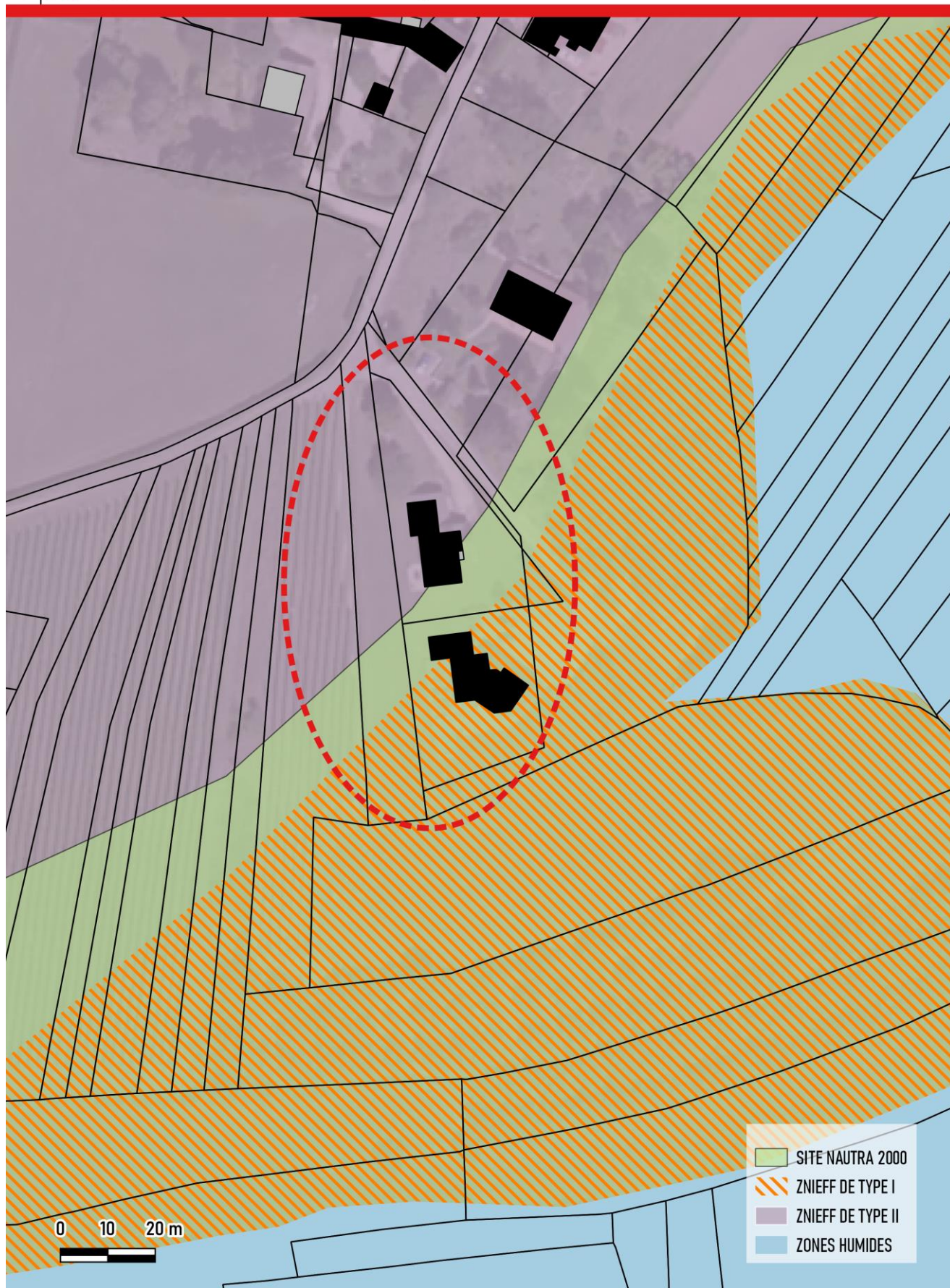


Prairie mésophile à proximité de l'habitation



Vignoble à proximité de l'habitation

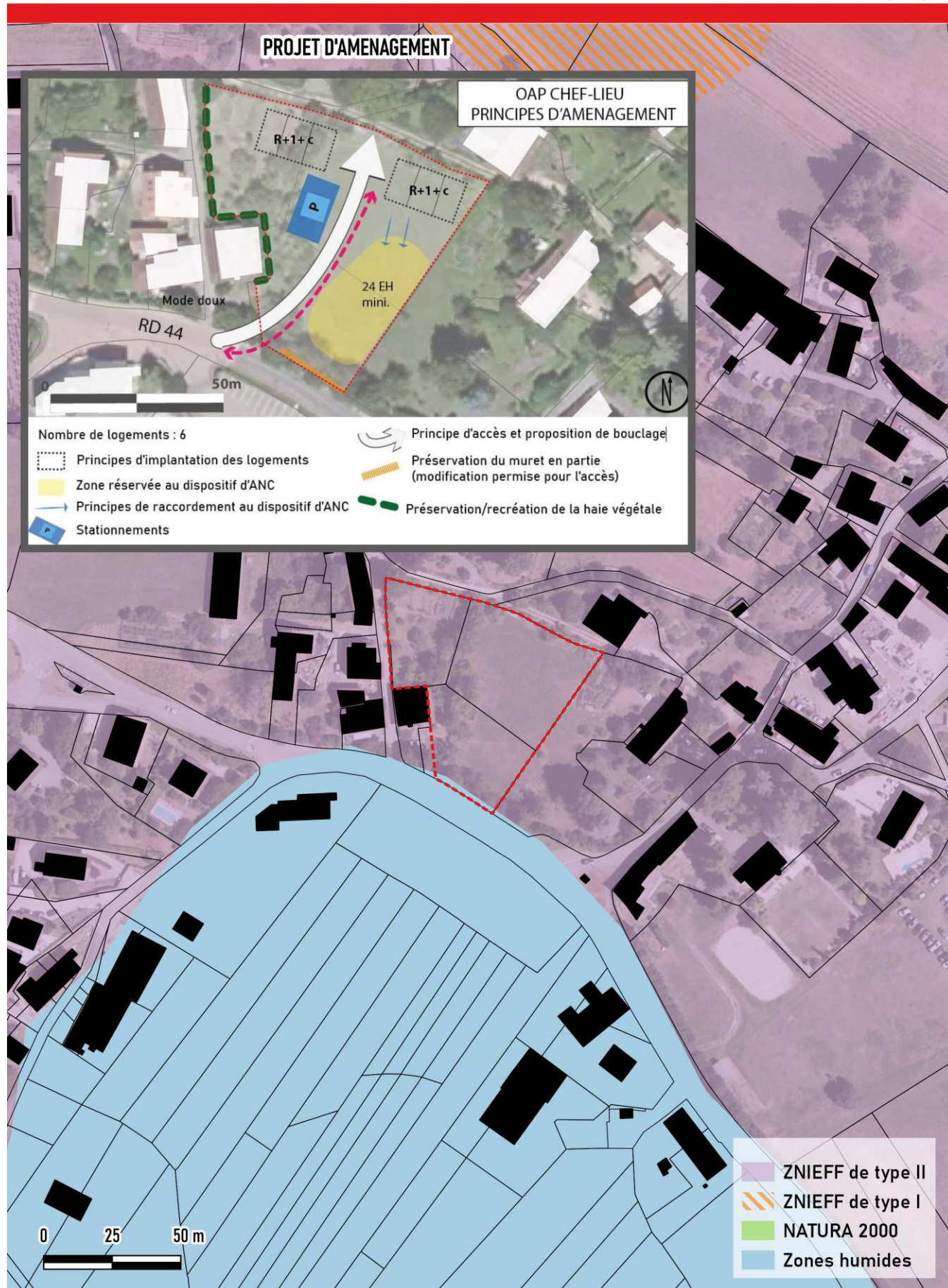
<b>Gestion de la ressource en eau</b>	<p>Comme dit précédemment, le PLU affiche des prescriptions surfaciques complémentaires au règlement des zones qui permettent de préserver les espaces en eau, en effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les constructions et aménagements conduisant à une artificialisation du sol doivent observer un recul minimal de 10 m par rapport aux cours d'eau et espaces en eau identifiés sur le document graphique.</li> <li>• Les Zones Humides sont protégées au titre de l'article L.151-23 du CU</li> </ul> <p>Les périmètres de protection des points de captages (pré Rozel, Granges et Jacquin) font l'objet d'un arrêté préfectoral du 10 juillet 2013 du préfet de Savoie (<a href="http://cdn14.reseaudespetitescommunes.fr/cities/980/documents/6lms4su4lg0nc4.pdf">http://cdn14.reseaudespetitescommunes.fr/cities/980/documents/6lms4su4lg0nc4.pdf</a>)</p> <p>De plus, comme cité précédemment suite à une analyse de terrain, il a été conclu que la construction se trouve largement à l'amont de la zone humide qui fait l'objet d'une protection au titre de la ZNIEFF de type I et du site NATURE 2000 et que par voie de conséquence ni l'alimentation ni le périmètre effectif de la zone humide ne sont concernés par cette zone construite.</p> <p>Il s'agit là d'une simple mise à jour du zonage au regard de l'enveloppe bâtie existante.</p>
<b>Paysage</b>	RAS
<b>Consommation foncière</b>	Le déclassement de la zone Are au profit de la zone U se fait sur la stricte emprise de la maison existante. Aussi, cette évolution entraîne une réduction légère des espaces agricoles sur le territoire, mais n'entraîne pas un mitage des ENAF puisque l'objet de cette modification est de maintenir l'existant.
<b>Mobilité</b>	RAS
<b>Changement climatique</b>	RAS
<b>Risques et nuisances</b>	RAS



## MODIFICATION DU DESSIN DE L'OAP DU CHEF-LIEU

Thématique	Prise en compte/incidence du projet
<b>Espaces naturels remarquables</b>	<p>Le secteur de l'OAP se trouve sur le périmètre de la ZNIEFF de type II : « Montagne de l'Epine et Mont du Chat ». Toutefois, il convient de relativiser les impacts potentiels du secteur de développement sur l'environnement puisque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les ZNIEFF ne sont pas des périmètres de protection, mais d'inventaire. De plus les ZNIEFF de type II sont des ensembles géographiques qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Ils sont généralement de taille importante et incluent souvent une (ou plusieurs) ZNIEFF de type I). Par voie de conséquence, les enjeux environnementaux mis en avant par la ZNIEFF de type II semblent faibles au regard de la position du secteur (dans l'enveloppe urbaine - dent creuse au sein du chef-lieu)</li> <li>Lors de l'approbation du PLU de la Commune le 30/01/2020, l'OAP était déjà inscrite. Aujourd'hui, l'évolution du PLU permet juste de changer les principes d'aménagement (notamment en lien avec l'assainissement et les accès) dont la mise en application au regard des contraintes observées sur les parcelles, s'avèraient complexes.</li> </ul> <p>Il convient de préciser que l'évolution de l'OAP prévoit la préservation d'une haie sur la partie Ouest. La préservation des éléments de nature ordinaire favorise les continuités écologiques et la préservation de la trame arborée au sein de l'enveloppe urbaine.</p> <p>Aussi, il semble que l'évolution des principes d'aménagement de l'OAP ne va pas engendrer d'incidences supplémentaires sur l'environnement.</p>
<b>Gestion de la ressource en eau</b>	<p>L'évolution du PLU vise une meilleure gestion des eaux grises. En effet, l'OAP initiale prévoyait l'implantation du système d'assainissement autonome au Nord. Or l'analyse des terrains met en avant de fortes pentes entraînant l'installation de pompes de relevage afin de traiter les eaux usées. Les pompes de relevage rendent l'installation coûteuse et particulièrement énergivore. Au regard des caractéristiques physiques du terrain, l'évolution de l'OAP permet d'intégrer le système de gestion des eaux usées sur la partie basse de la parcelle facilitant ainsi le traitement des eaux grises puisque l'eau est acheminée de manière gravitaire.</p> <p>Cette évolution permet donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>De limiter les consommations d'énergie en lien avec la mobilisation de pompes de relevage</li> <li>D'aménager un terrain en prenant en compte les contraintes techniques et physiques</li> </ul> <p>Au-delà de la gestion des eaux grises, l'évolution permet de réduire le nombre de bâtiments prévus (6 bâtiments, contre 2 dans l'OAP modifiée) limitant ainsi l'artificialisation des sols et favorisant l'infiltration des eaux de ruissèlement sur le secteur.</p>
<b>Paysage</b>	<p>L'OAP mobilise plusieurs principes d'aménagement permettant de préserver les qualités paysagères du secteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La préservation de la haie sur la partie Ouest qui permet d'opérer une transition paysagère entre l'opération et la route.</li> <li>L'identification et la préservation au titre de l'article L.151-19 du CU d'un muret au Sud de l'opération. Il convient de spécifier dans l'OAP que le muret pourra être modifié et réduit afin de prévoir l'aménagement de l'accès. Les évolutions visent à préserver l'identité du chef-lieu tout en proposant de nouvelles formes d'habitat.</li> </ul>
<b>Consommation foncière</b>	<p>Le secteur est dans l'enveloppe urbaine et n'engendre pas le mitage ENAF. De plus, il convient de préciser que plusieurs principes d'aménagements visent à limiter l'artificialisation des sols à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'optimisation de la desserte (bouclage viaire)</li> <li>La réduction de nombre de bâtiments en proposant l'implantation de logements intermédiaires, plus denses</li> </ul> <p>Aussi, l'évolution du PLU permet de limiter l'artificialisation des parcelles en optimisant le foncier et les aménagements</p>

Thématique	Prise en compte/incidence du projet
<b>Mobilité</b>	<p>Le secteur se trouve dans l'enveloppe urbaine et à proximité de commerces et services du centre bourg. Aussi, l'évolution de l'OAP prévoit de connecter le secteur à l'itinéraire doux existant. Cette orientation permettra à terme de proposer une alternative à la voiture et favoriser les déplacements doux au quotidien (achat de proximité, école ...).</p> <p>De plus, le règlement de l'OAP impose la mise en œuvre d'un bouclage viaire permettant de limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nombre d'accès depuis le RD 44 afin de limiter le caractère accidentogène de la voie</li> <li>• L'emprise au sol dédiée à la voiture lors de l'aménagement de plateforme de retournement par exemple.</li> </ul> <p>Enfin, l'OAP prévoit un emplacement pour les stationnements afin de calibrer au mieux l'opération et réduire le report sur l'emprise publique</p>
<b>Changement climatique</b>	<p>L'évolution des principes d'aménagement de l'OAP a des impacts indirects sur l'adaptation au changement climatique du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La réduction de l'emprise au sol des bâtiments et l'aménagement d'un bouclage viaire permettent de préserver des espaces en herbe et par voie de conséquence des pièges à carbone efficaces</li> <li>• La mise en œuvre d'un système de gestion des eaux grises en gravitaire permettant de limiter les consommations d'énergie en lien avec la mobilisation de pompes de relevage</li> <li>• La logique de rapprochement des lieux et la mobilisation des modes doux permettent de réduire la dépendance à la voiture, réduisant les consommations en énergie fossile et améliorant la qualité de l'air</li> </ul>
<b>Risques et nuisances</b>	RAS



## ÉVOLUTION DE LA TRAME ASSAINISSEMENT SUR LES HAMEAUX DE LA GERBEZ ET DES JACQUINS

La commune souhaite modifier la nature du tramage R151-31-2° en application sur les hameaux de les Jacquins et de la Gerbaz. Ce dernier est considéré comme trop restrictive à ce jour puisqu'aucune évolution du bâti existant n'est permise.

Thématique	Prise en compte/incidence du projet
<b>Espaces naturels remarquables</b>	<p>Le secteur de l'OAP se trouve sur le périmètre de la ZNIEFF de type II : « Montagne de l'Épine et Mont du Chat ». Toutefois, il convient de relativiser les impacts potentiels du secteur de développement sur l'environnement puisque les ZNIEFF ne sont pas des périmètres de protection, mais d'inventaire. De plus, les ZNIEFF de type II sont des ensembles géographiques qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Ils sont généralement de taille importante et incluent souvent une (ou plusieurs) ZNIEFF de type I). Il convient de préciser que les secteurs sont des hameaux constitués qui font déjà l'objet d'un zonage « U ».</p> <p>Par voie de conséquence, il ne semble pas y avoir d'incidence directe sur les espaces naturels remarquables. Le périmètre des zones U n'a pas été modifié. Seul le règlement écrit est concerné avec la légende du tramage adéquat au plan de zonage. Concernant la nature ordinaire, le secteur fait déjà l'objet d'un zonage « U » qui prévoit des règles permettant de préserver les espaces végétalisés « <i>Les espaces libres de tout aménagement devront être végétalisés, et ne devront pas être inférieurs à 10 % de la superficie totale de l'unité foncière.</i> »</p>
<b>Gestion de la ressource en eau</b>	<p>Comme dit précédemment, le PLU affiche des prescriptions surfaciques complémentaires au règlement des zones qui permettent de préserver les espaces en eau, en effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les constructions et aménagements conduisant à une artificialisation du sol doivent observer un recul minimal de 10 m par rapport aux cours d'eau et espaces en eau identifiés sur le document graphique.</li> <li>• Les Zones Humides sont protégées au titre de l'article L.151-23 du CU</li> <li>• Les périmètres de protection des points de captages (pré Rozel, Granges et Jacquin) sont protégés par le règlement de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2013 du préfet de Savoie (<a href="http://cdn1.4.reseaudespetitescommunes.fr/cities/980/documents/6lms4su4lg0nc4.pdf">http://cdn1.4.reseaudespetitescommunes.fr/cities/980/documents/6lms4su4lg0nc4.pdf</a>)</li> </ul> <p>Le tramage d'assainissement mis en place sur la Commune permet de limiter la constructibilité du secteur au regard des contraintes induites par le réseau d'assainissement existant. Toutefois, ce tramage met sous cloche des hameaux relativement importants pour la Commune. En effet, à ce jour, aucun aménagement n'est envisageable. Aussi, l'évolution du tramage sur le secteur n'a pas pour vocation d'ouvrir à la constructibilité, mais de permettre de petits aménagements qui ne nécessitent pas un raccordement au réseau d'assainissement (abri-jardin, garage ...). Dans ce contexte, l'évolution prévue n'aura pas d'impact sur les capacités épuratoires du secteur.</p>
<b>Paysage</b>	<p>Le secteur fait l'objet d'un zonage « U » qui encadre l'insertion paysagère et les aspects extérieurs des futurs aménagements. Aussi, il ne semble pas que l'évolution du tramage ait un impact direct sur la qualité paysagère du secteur.</p>
<b>Consommation foncière</b>	<p>Le tramage R.151-34 du CU autorisera l'aménagement de petites constructions et/ou annexes. Toutefois, cela n'engendre pas une consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers puisque l'ensemble du tramage se trouve sur des enveloppes bâties existantes qui font l'objet d'un zonage « U ».</p>
<b>Mobilité</b>	RAS
<b>Changement climatique</b>	<p>Cette règle va entraîner une certaine imperméabilisation des sols et de fait réduire les surfaces en herbe (piège à carbone) du territoire.</p>

Thématique		Prise en compte/incidence du projet
Risques et nuisances	RAS	

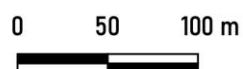
Hameaux de la Gerbaz



Hameaux des Jacquins



- SITE NAUTRA 2000
- ZNIEFF DE TYPE I
- ZNIEFF DE TYPE II
- ZONES HUMIDES



## **CONCLUSION DE L'AUTO-ÉVALUATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DE BILLIÈME & BILAN DE LA CONSOMMATION FONCIÈRE**

L'analyse ci-dessus permet de conclure que la présente modification simplifiée n'est pas de nature à impacter les milieux naturels et agricoles. Aussi, ci-dessous est présenté le bilan de la consommation d'espace de la présente évolution du PLU :

	Superficie (en ha) avant modification	Superficie (en ha) après modification	Taux d'évolution
<b>zones U</b>	22,3 ha	22,38 ha	<b>+0,36 %</b>
<b>zones 1 AU</b>	0,95ha	0,95 ha	<b>0 %</b>
<b>zones 2 AU</b>	0 ha	0 ha	<b>0 %</b>
<b>zones A</b>	273,77 ha	273,69ha	<b>-0,29 %</b>
<b>zones N</b>	300,12 ha	300,12 ha	<b>0 %</b>
<b>Total</b>	597,14 ha	597,14 ha	

De plus, l'analyse sectorielle montre que les modifications n'entraînent pas d'incidence directe sur l'environnement :

- La rectification du règlement sur la zone A permet le maintien de l'habitat isolé dans une logique de mobilisation de l'existant. Aussi cette évolution vise à permettre l'entretien de bâtiments, sans quoi ces derniers se verraient tomber en désuétude au fil des années, nuisant à l'attractivité communale. Toutefois, un point d'attention peut être soulevé quant à l'autorisation autour des piscines, qui dans un contexte de raréfaction de la ressource en eau, particulièrement en zone A où l'eau est au cœur des enjeux de production. Il conviendra donc de veiller sur la quantité de la ressource en eau entre autres.
- La modification de la trame U se fait sur un bâtiment existant. On note sur le secteur la présence d'une zone NATURA 2000 et une ZNIEFF de type I, cependant le travail de terrain de l'écologue permet de conclure à une non-incidence sur les milieux. Effectivement, la maison se trouve topographiquement en amont de la zone humide et semble n'avoir aucun impact direct ou indirect sur le milieu.
- La modification de la trame assainissement permet de ne pas mettre sous cloche deux hameaux relativement importants pour la Commune. Aussi l'évolution prend en compte la problématique d'assainissement sur le secteur, mais permet l'aménagement des constructions non dépendantes de ce dernier (garages, abris de jardin ...).
- L'évolution de l'OAP permet d'identifier un projet d'aménagement qui prend en compte les contraintes topographiques du site tout en limitant l'artificialisation des sols par la réduction de l'emprise au sol des bâtiments.

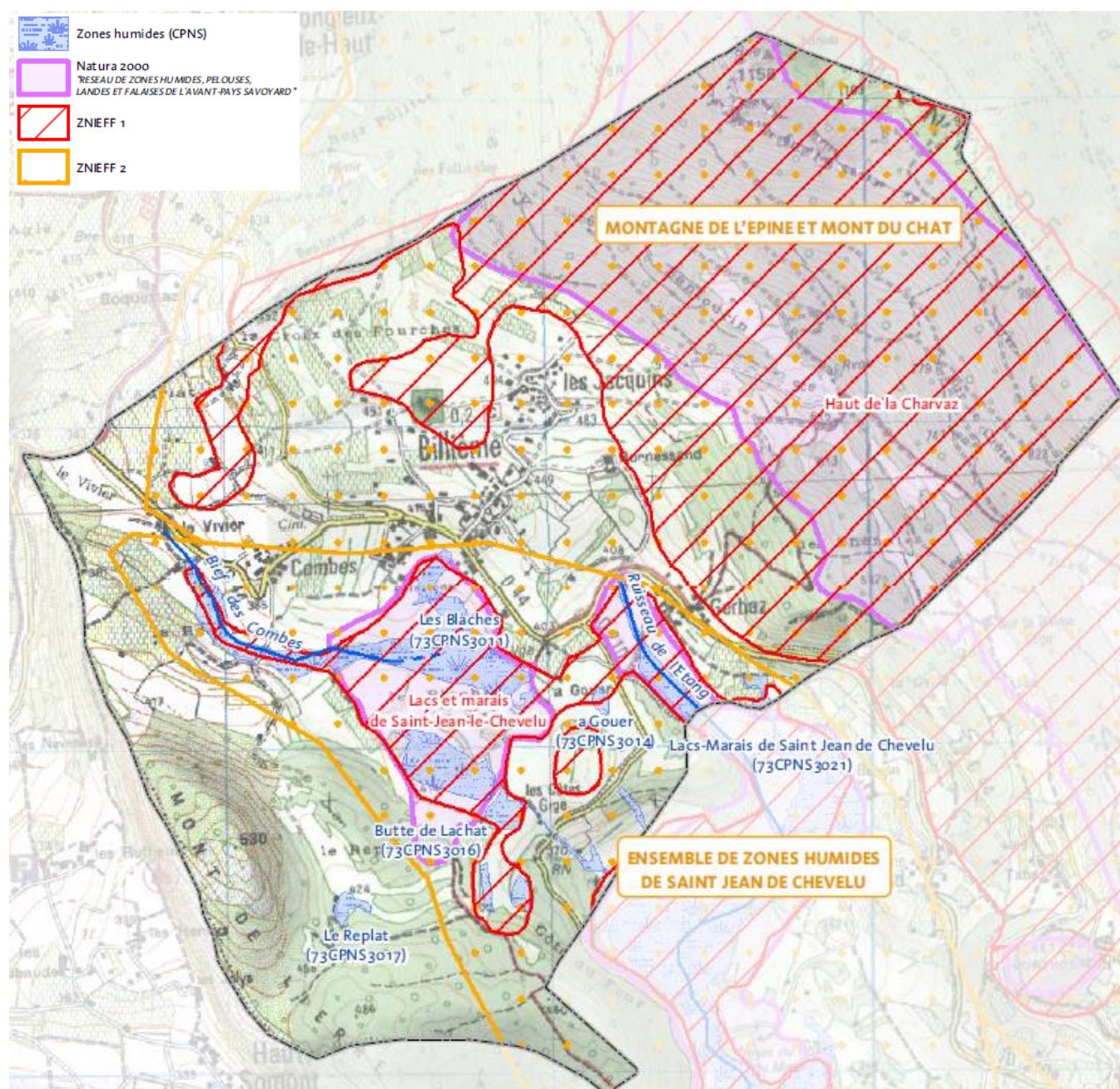
La modification simplifiée du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Billième porte aussi des évolutions qui peuvent être considérées comme à la marge, n'appellant pas d'analyse multithématique à savoir :

1. **La suppression de l'ER 2** puisque les travaux ont déjà été réalisés et qu'il n'y plus d'intérêt à ce jour d'identifier ce secteur au titre de l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme
2. **Des évolutions réglementaires :**
  - Assouplissement de la règle autour des bâtiments identifiés au titre de l'article L.151-19 du CU
  - La précision des règles autour du stationnement
  - L'évolution de la règle autour de l'implantation des bâtiments

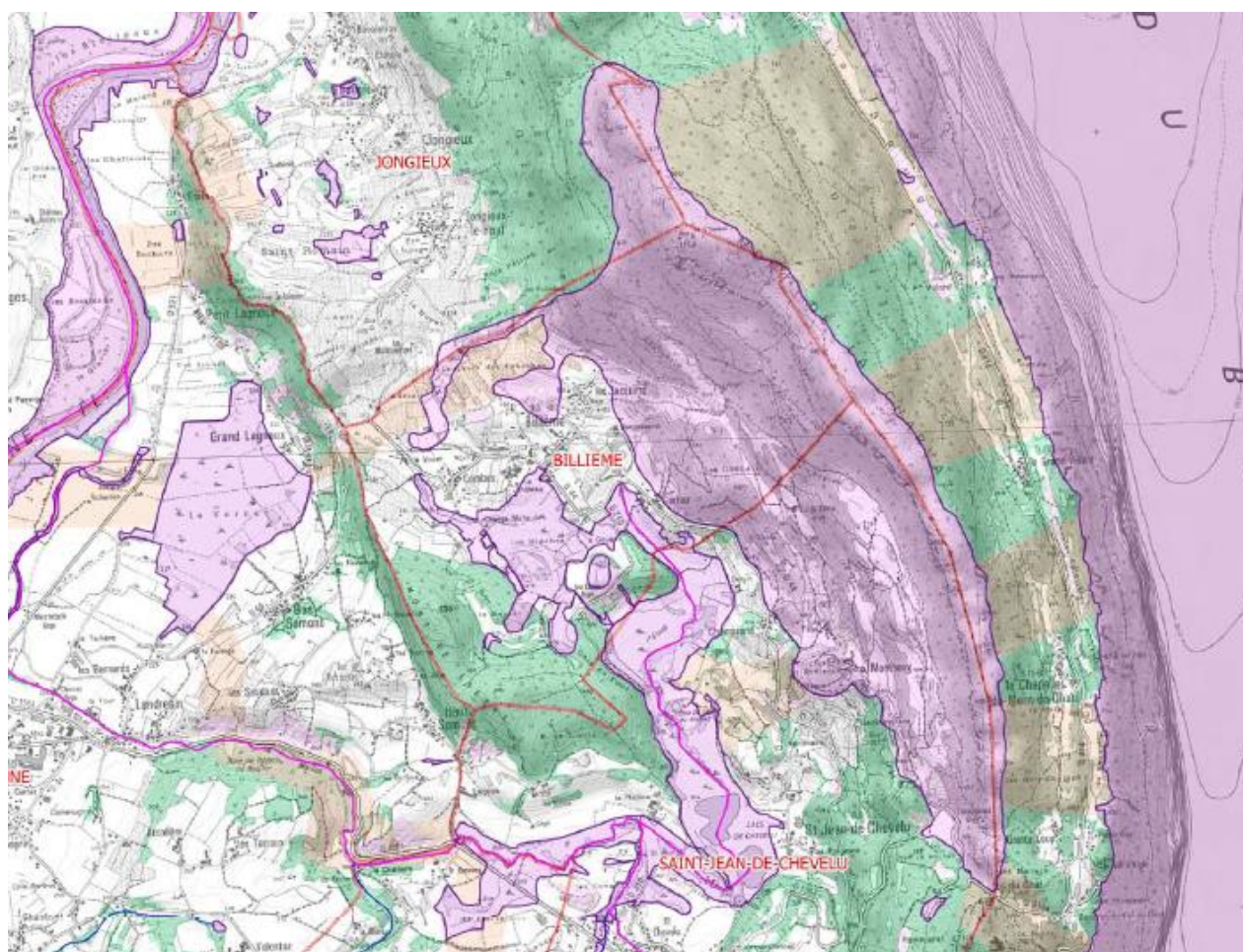
Globalement, la modification simplifiée du PLU de Billième n'entraîne pas d'incidence sur l'environnement.

## 1.3 – Annexe cartographique : Environnement

### 1.3.1 Localisation des zonages règlementaires pour l'environnement



### 1.3.2 Trame Verte et Bleue (TVB) : SCOT Avant-Pays Savoyard



#### Trame verte :

- Réservoirs de biodiversité
- Principaux corridors écologiques

#### Zonages informatifs :

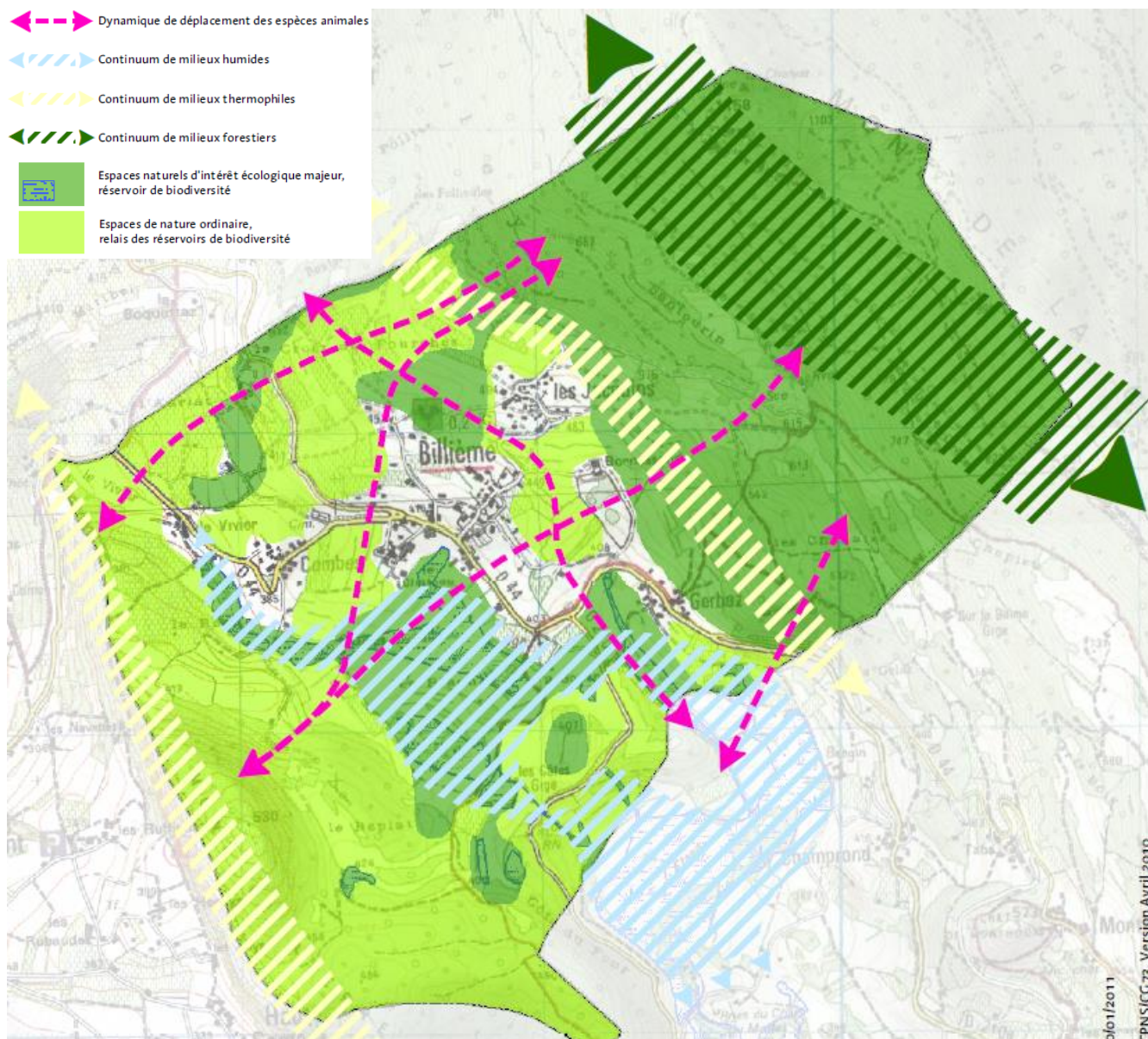
- Pelouses sèches
- Îlots de sénescence
- Principaux massifs forestiers

#### Trame bleue :

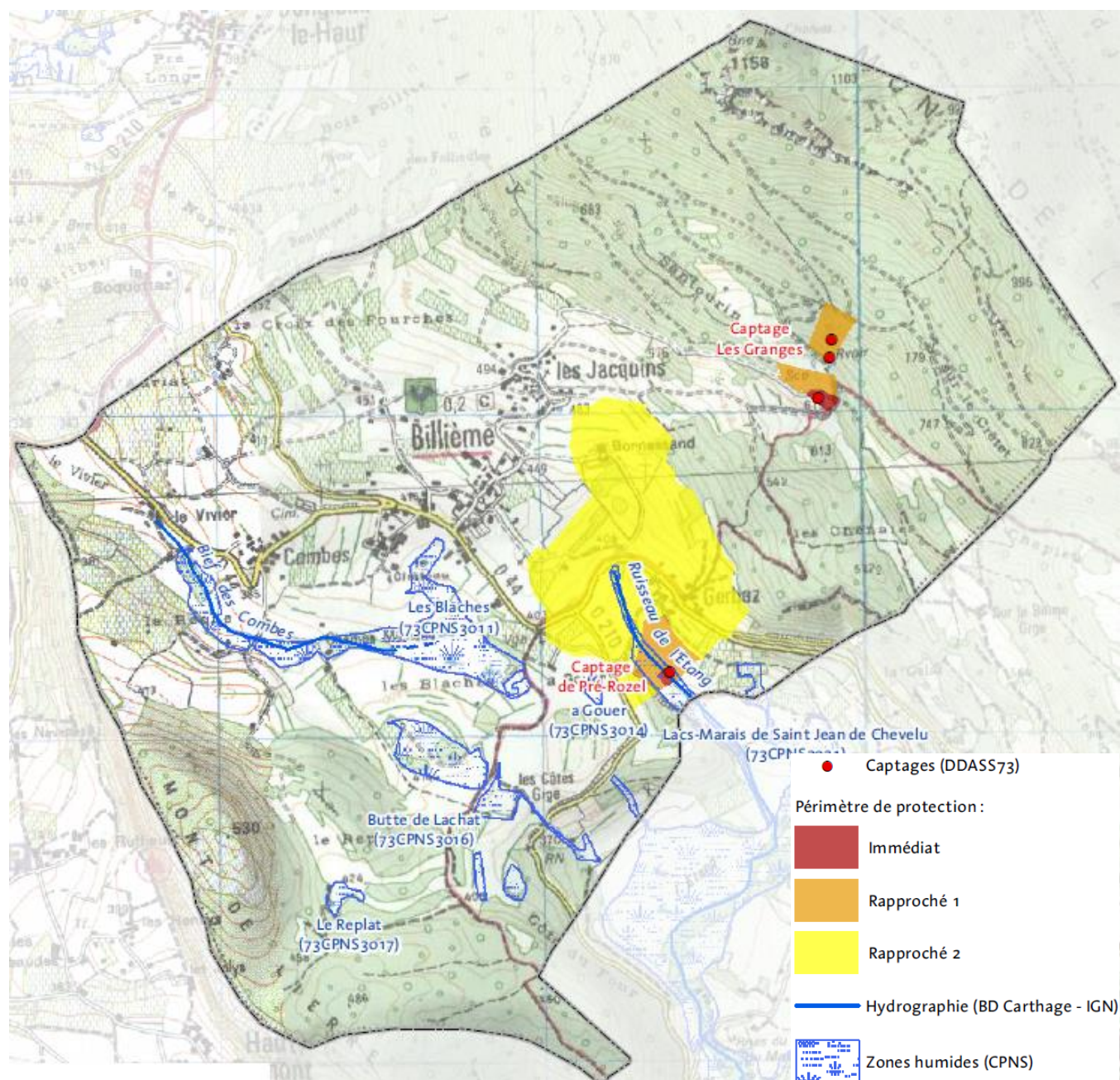
- Cours d'eau classés en Liste 1 (art. L214-17 du code de l'environnement)
- Cours d'eau classés en Liste 2 (art. L214-17 du code de l'environnement)
- Autres cours d'eau
- Espaces contribuant au "bon état" des cours d'eau ou à la biodiversité (zone humide, ZNIEFF, forêt alluviale, espace alluvial de bon fonctionnement...)
- Espace alluvial de bon fonctionnement

Sources : IGN SCAN 25, BD Carthage, DDT 73, CEN 73, SIAGA.  
Réalisé par DDT 73 - Sept/Géo - 05/2015

### 1.3.3 Carte des dynamiques écologiques du territoire



### 1.3.4 Carte périmètre de point de captage

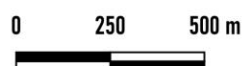


## 1.4 Annexe cartographique : Urbanisme

### 1.4.1 Localisation des évolutions à l'échelle de la Commune



#### LOCALISATION DES EVOLUTIONS



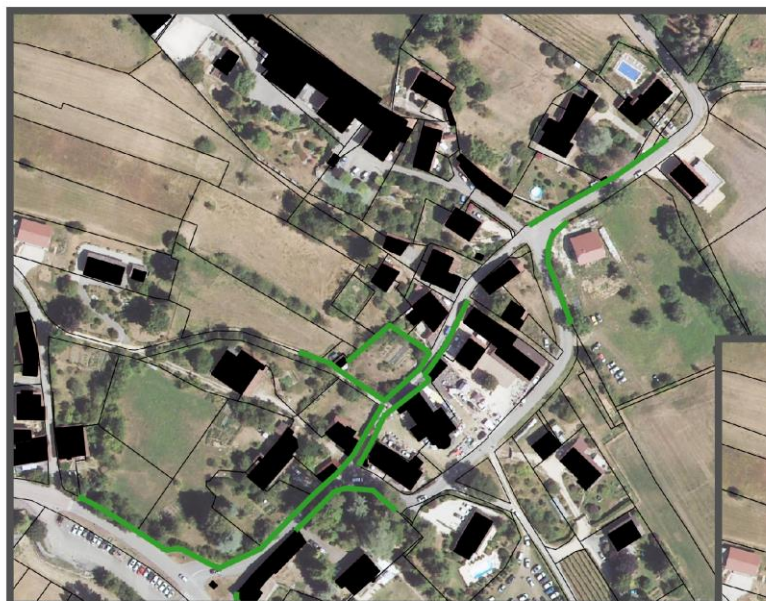
#### 1.4.2 Zonage avant/après modification : Rectifier le tracé des murets patrimoniaux identifiés au titre de l'article L.151-19 du CU



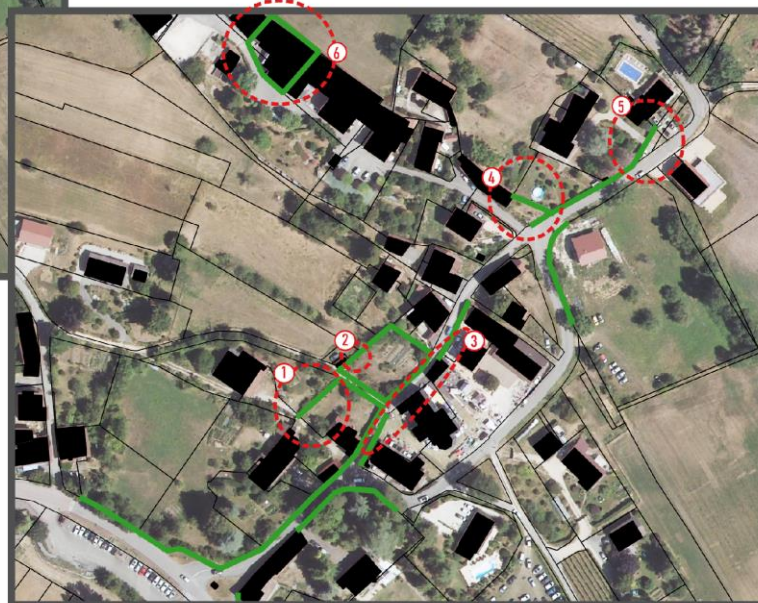
### EVOLUTION DES PRESCRIPTIONS LINEAIRES EN FAVEUR DES MURETS PATRIMONIAUX (L.151-19 du CU)



AVANT MODIFICATION SIMPLIFIEE



APRES MODIFICATION SIMPLIFIEE



Zonage

— Muret protégée au titre de l'article L.151-19 du CU

0 25 50 m

### 1.4.3 Zonage avant/après modification : Suppression d'un Emplacement Reservé (ER)



#### SUPPRESSION DE L'EMPLECEMENT RESERVE N°2



AVANT MODIFICATION SIMPLIFIEE

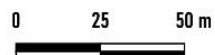


#### Prescriptions surfaciques

- Bati patri
- ER
- OAP
- Périmètre de protection des captages
- périmètre R151-31 2° : Gerbaz
- périmètre R151-31 2° : Le mollard
- périmètre R151-31 2° : les Jacquins

#### Zonage

- 1AU
- A
- Aco
- Ape
- N
- Npe
- U
- UX



APRES MODIFICATION SIMPLIFIEE



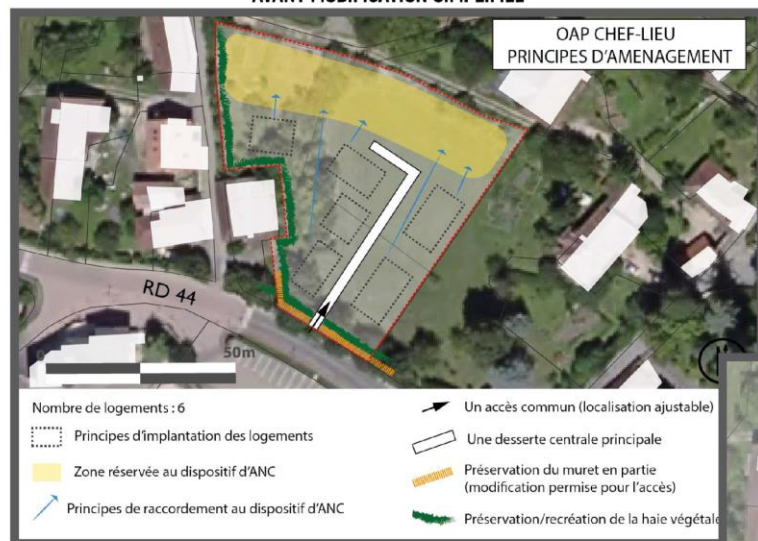
#### 1.4.4 Zonage avant/après modification : Modification du dessin de l'OAP du Chef-lieu



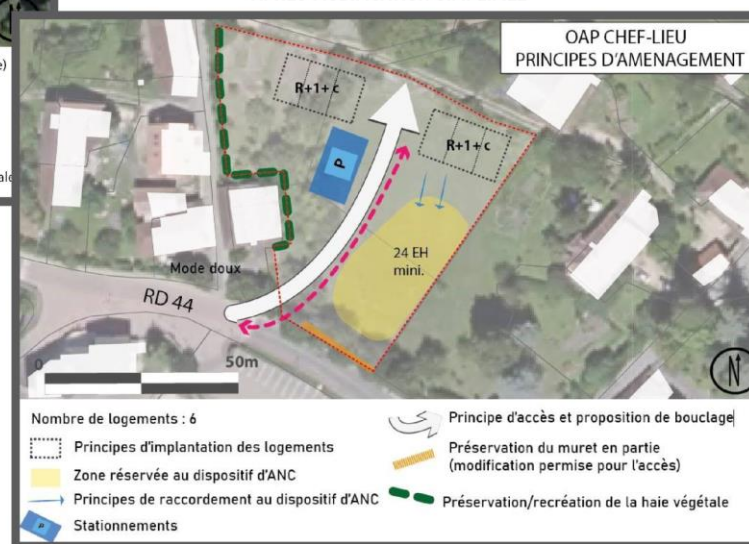
### EVOLUTION DE L'OAP DU CHEF-LIEU



AVANT MODIFICATION SIMPLIFIEE



APRES MODIFICATION SIMPLIFIEE



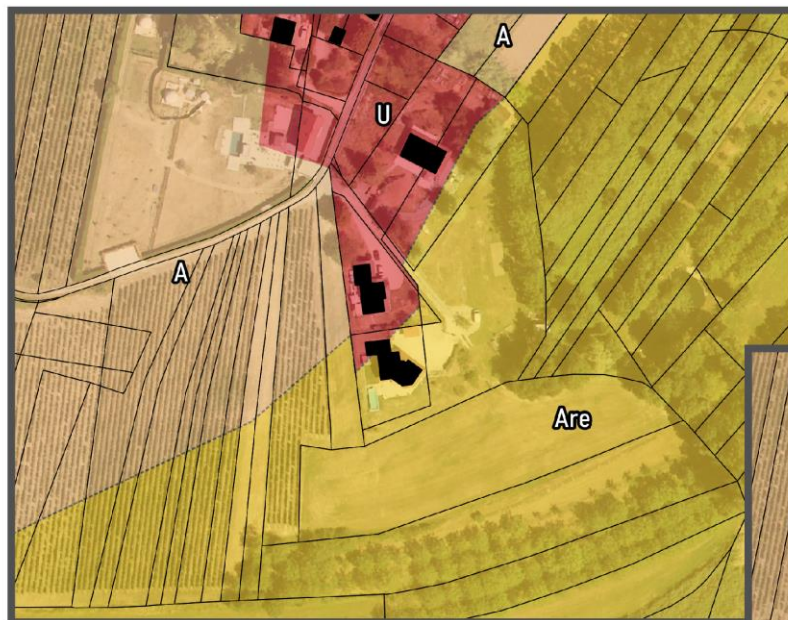
#### 1.4.1 Zonage avant/après modification : Intégration d'un bâtiment à la zone U



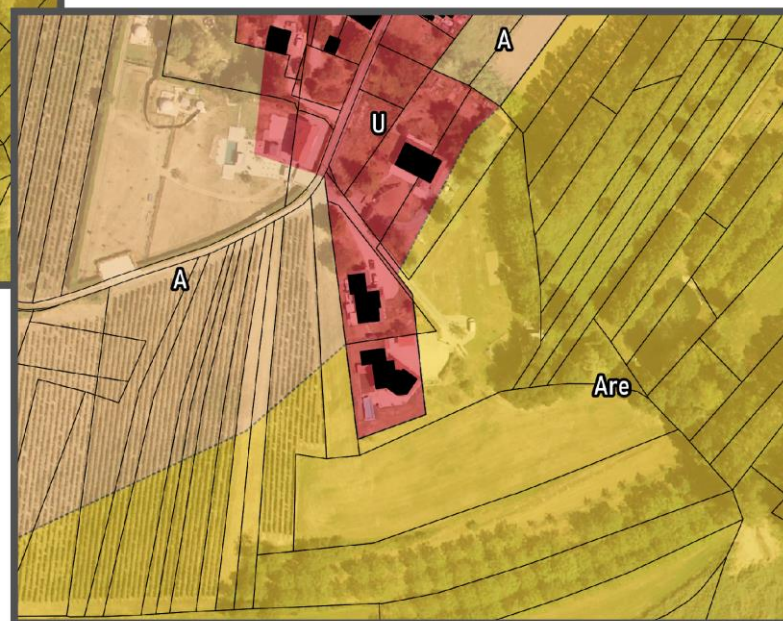
#### EVOLUTION DE LA TRAME BATIE "U"



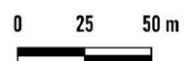
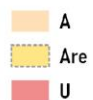
AVANT MODIFICATION SIMPLIFIEE



APRES MODIFICATION SIMPLIFIEE



Zonage



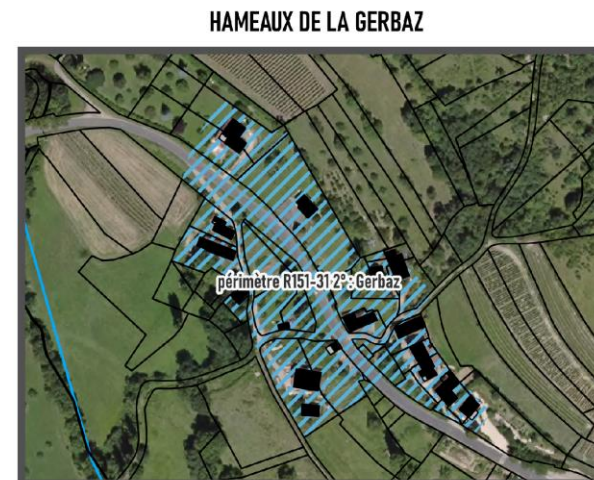
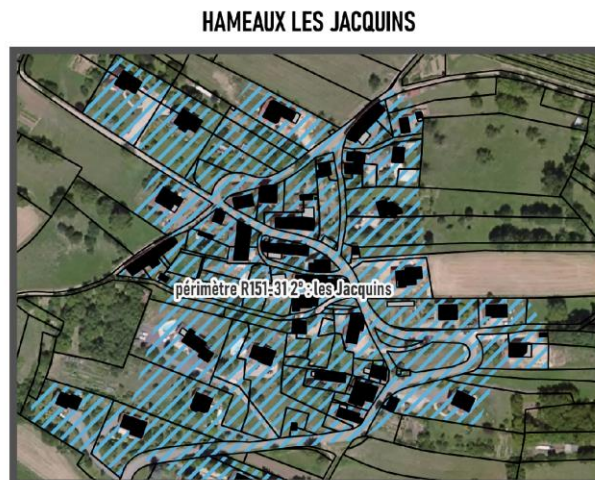
# 1.4.2 Zonage avant/après modification : Évolution de la trame assainissement sur les hameaux de la Gerbaz et des Jacquins



## EVOLUTION DE LA TRAME ASSAINISSEMENT - R151-31 2 ° DU CU



AVANT MODIFICATION SIMPLIFIEE



APRES MODIFICATION SIMPLIFIEE

